

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C - 2022/32023]

22 AVRIL 2022. — Arrêté du Gouvernement flamand abrogeant partiellement le plan d'alignement n° AL.3/301/147.WA.1381/1 de la voirie régionale N301**Fondement juridique**

Le présent arrêté est fondé sur :

- le décret du 8 mai 2009 portant établissement et réalisation des alignements régionaux, l'article 4, alinéa 1^{er}.

Formalité

La formalité suivante est remplie :

- L'Inspection des Finances a rendu un avis le 14 décembre 2021.

Motivation

Le présent arrêté est fondé sur les motifs suivants :

- l'arrêté royal du 4 août 1969 réglementant l'approbation du plan d'alignement n° AL.3/301/147.WA.1381/1 de la voirie régionale N301, établie par le conseil municipal de Poelkapelle le 4 octobre 1968.

- L'alignement établi en 1969 est basé sur une vision dépassée du renforcement des centres-villes dans laquelle la voiture jouait un rôle majeur, alors qu'aujourd'hui l'accent est mis sur des centres-villes à trafic limité. La politique de mobilité contemporaine et les travaux d'infrastructure de la dernière décennie se concentrent sur la circulation lente par des chaussées étroites dont les bâtiments sont plus rapprochés et ont un effet ralentissant, alors que l'alignement large établi en 1969 se concentrait sur une circulation motorisée et rapide. Dans le cadre des travaux d'infrastructure récents et importants, l'« Agentschap Wegen en Verkeer » (Agence des Routes et de la Circulation) n'a pas jugé nécessaire, du point de vue de la mobilité, d'invoquer l'alignement établi en 1969, mais a utilisé l'alignement factuel basé sur la construction existante.

- L'alignement établi en 1969 pour l'ancienne nationale n° 301 et l'actuelle voirie régionale N301, pour la partie allant du numéro de maison 1 au numéro de maison 13, entrave un aménagement du territoire contemporain et une politique de mobilité durable. La grande largeur de l'alignement établi en 1969 ne correspond pas à la construction inférieure originale, existante et souvent récemment rénovée, ni à la rénovation individuelle des maisons mitoyennes existantes, ou à l'élaboration de projets de construction neuve à petite échelle qui se poursuivent aujourd'hui. L'alignement et la ligne de construction obligatoire établie en 1969 sont régulièrement situés à la moitié d'une parcelle constructible, ce qui fait peser une charge importante aux nouveaux projets sur ces parcelles, alors qu'à cet endroit, il y a un besoin d'impulsions de rénovation admissibles afin d'attirer à nouveau les jeunes occupants au centre-ville et d'éviter l'inoccupation et le délabrement.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Le plan d'alignement n° AL.3/301/147.WA.1381/1 de la voirie régionale N301, approuvé par l'arrêté royal du 4 août 1969 réglementant l'approbation du plan d'alignement n° AL.3/301/147.WA.1381/1 de la nationale n° 301, établie par le conseil municipal de Poelkapelle le 26 avril 1968, est abrogé entre les numéros de maison 1 à 13 conformément au plan réglementaire repris en annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le ministre flamand compétent pour l'infrastructure et la politique routières est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 avril 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics,

L. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/204099]

18 MAI 2022. — Décret relatif à l'extension de la publicité active dans les pouvoirs locaux (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article L1122-10, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} les mots « électronique ou, le cas échéant, physique » sont insérés entre le mot « copie » et les mots « des actes »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les copies visées à l'alinéa 1^{er} sont consultées physiquement au siège de la commune si la transmission par voie électronique est techniquement impossible. ».

Art. 2. Dans le même Code, il est inséré un article L3221-4 rédigé comme suit :

« Art. L3221-4. Chaque commune et chaque province dispose d'un site internet. ».

Art. 3. Dans le même Code, il est inséré un article L3221-5 rédigé comme suit :

« Art. L3221-5. Les projets de délibérations visés à l'article L1122-24, alinéas 5 et 6, ainsi que, le cas échéant, les notes de synthèse explicative visées aux articles L1122-13, § 1^{er}, alinéa 2, et L1122-24, alinéa 3, concernant les points inscrits à l'ordre du jour de la séance publique du conseil communal sont portés à la connaissance du public par voie de publication sur le site internet de la commune ou sur tout autre site internet en capacité de prévoir la publication au plus tard dans les cinq jours francs avant celui de la réunion.

Les projets de délibérations visés à l'alinéa 1^{er} portent la mention « Projet de délibération ».

La publication des documents visés à l'alinéa 1^{er} porte la mention « Projet de délibération ». ».

Art. 4. Dans le même Code, il est inséré un article L3221-6 rédigé comme suit :

« Art. L3221-6. Les projets de délibération visés à l'article L2212-11, alinéas 5 et 6, ainsi que, le cas échéant, les notes de synthèse explicative visées à l'article L2212-22, § 1^{er}, alinéa 4, et § 4, alinéa 1^{er}, concernant les points inscrits à l'ordre du jour de la séance publique du conseil provincial sont portés à la connaissance du public par voie de publication sur le site internet de la province ou sur tout autre site internet en capacité de prévoir la publication au plus tard dans les cinq jours francs avant celui de la réunion.

Les projets de délibérations visés à l'alinéa 1^{er} portent la mention « Projet de délibération ».

La publication des documents visés à l'alinéa 1^{er} porte la mention « Projet de délibération ». ».

Art. 5. Dans le même Code, il est inséré un article L3221-7 rédigé comme suit :

« Art. L3221-7. Dans les cas d'urgence visés aux articles L1122-24, alinéa 1^{er}, et L2212-22, § 3, alinéa 1^{er}, et en cas de force majeure, les projets de délibération et notes de synthèse explicative sont publiés au plus tard dans un délai d'un mois après le conseil communal ou le conseil provincial. ».

Art. 6. Dans le même Code, il est inséré un article L3221-8 rédigé comme suit :

« Art. L3221-8. La finalité du traitement des données à caractère personnel au sens de l'article 4, 1), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) consiste à permettre le contrôle par le public du processus décisionnel des conseils communaux et provinciaux.

Les données à caractère personnel publiées dans le cadre des articles L3221-5, L3221-6 et L3221-7 sont :

a) les noms des mandataires, personnes non élues et candidats à ces fonctions;

b) toute donnée à caractère personnel relative à toute autre personne physique concernée.

Toute donnée à caractère personnel visée à l'alinéa 2, b), est publiée sous forme pseudonymisée au sens de l'article 4, 5), du Règlement visé à l'alinéa 1^{er}.

Le responsable du traitement consistant en la publication des données à caractère personnel et en la pseudonymisation de celles-ci est l'administration communale ou provinciale concernée. ».

Art. 7. L'application des articles 1^{er}, 3, 4 et 5 est évaluée dans le rapport visé par l'article L3117-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur :

1° le 1^{er} septembre 2022 pour les communes de 50 000 habitants et plus et pour les provinces;

2° le 1^{er} avril 2023 pour les communes entre 12 000 et 49 999 habitants;

3° le 1^{er} octobre 2023 pour les communes de moins de 12 000 habitants.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 18 mai 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

P. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

C. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

C. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2021-2022.

Documents du Parlement wallon, 702 (2021-2022) N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance plénière du 18 mai 2022.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/204099]

18. MAI 2022 — Dekret über die Ausweitung der aktiven Öffentlichkeit in den lokalen Behörden (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel L1122-10 § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird vor die Wortfolge "Kopie der Urkunden" die Wortfolge "elektronische oder gegebenenfalls physische" eingefügt;

2° zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die in Absatz 1 genannten Kopien werden physisch am Sitz der Gemeinde eingesehen, wenn die elektronische Übermittlung technisch nicht möglich ist."

Art. 2 - In denselben Kodex wird ein Artikel L3221-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. L3221-4. Jede Gemeinde und jede Provinz verfügt über eine Website."

Art. 3 - In denselben Kodex wird ein Artikel L3221-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3221-5 - Die in Artikel L1122-24 Absätze 5 und 6 genannten Beratungsentwürfe sowie gegebenenfalls die in den Artikeln L1122-13 § 1 Absatz 2 und L1122-24 Absatz 3 genannten erläuternden Zusammenfassungen zu den Punkten auf der Tagesordnung der öffentlichen Sitzung des Gemeinderats werden der Öffentlichkeit durch Veröffentlichung auf der Website der Gemeinde oder auf einer anderen Website, die eine Veröffentlichung vorsehen kann, spätestens fünf volle Tage vor dem Tag der Sitzung zur Kenntnis gebracht.

Die in Absatz 1 genannten Beratungsentwürfe tragen den Vermerk "Beratungsentwurf".

Die Veröffentlichung der in Absatz 1 genannten Dokumente trägt den Vermerk "Beratungsentwurf".

Art. 4 - In denselben Kodex wird ein Artikel L3221-6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3221-6 - Die in Artikel L2212-11 Absätze 5 und 6 genannten Beratungsentwürfe sowie gegebenenfalls die in den Artikeln L2212-22 § 1 Absatz 4 und § 4 Absatz 1 genannten erläuternden Zusammenfassungen zu den Punkten auf der Tagesordnung der öffentlichen Sitzung des Provinzialrats werden der Öffentlichkeit durch Veröffentlichung auf der Website der Provinz oder auf einer anderen Website, die eine Veröffentlichung vorsehen kann, spätestens fünf volle Tage vor dem Tag der Sitzung zur Kenntnis gebracht.

Die in Absatz 1 genannten Beratungsentwürfe tragen den Vermerk "Beratungsentwurf".

Die Veröffentlichung der in Absatz 1 genannten Dokumente trägt den Vermerk "Beratungsentwurf".

Art. 5 - In denselben Kodex wird ein Artikel L3221-7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3221-7 - In dringenden Fällen gemäß Artikel L1122-24 Absatz 1 und L2212-22 § 3 Absatz 1 sowie im Fall höherer Gewalt werden die Beratungsentwürfe und erläuternden Zusammenfassungen spätestens innerhalb eines Monats nach Sitzung des Gemeinderats oder des Provinzialrats veröffentlicht".

Art. 6 - In denselben Kodex wird ein Artikel L3221-8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3221-8 - Der Zweck der Verarbeitung personenbezogener Daten im Sinne von Artikel 4 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung) besteht darin, die Kontrolle des Entscheidungsprozesses der Gemeinde- und Provinzialräte durch die Öffentlichkeit zu ermöglichen.

Die im Rahmen der Artikel L3221-5, L3221-6 und L3221-7 veröffentlichten personenbezogenen Daten sind:

- a) die Namen von Mandatsträgern, nicht gewählten Personen und Bewerbern um diese Ämter;
- b) alle personenbezogenen Daten in Bezug auf jede andere betroffene natürliche Person.

Alle in Absatz 2 Buchstabe b genannten personenbezogenen Daten werden in pseudonymisierter Form im Sinne von Artikel 4 Absatz 5 der in Absatz 1 genannten Verordnung veröffentlicht.

Der Verantwortliche für die Verarbeitung, die in der Veröffentlichung der personenbezogenen Daten und ihrer Pseudonymisierung besteht, ist die betreffende Gemeinde- oder Provinzialverwaltung."

Art. 7 - Die Anwendung der Artikel 1, 3, 4 und 5 wird in dem in Artikel L3117-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung genannten Bericht bewertet.

Art. 8 - Das vorliegende Dekret tritt in Kraft:

- 1° am 1. September 2022 für die Gemeinden mit mehr als 50.000 Einwohnern und die Provinzen;
- 2° am 1. April 2023 für die Gemeinden mit zwischen 12.000 und 49.999 Einwohnern;
- 3° am 1. Oktober 2023 für die Gemeinden mit weniger als 12.000 Einwohnern.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 18. Mai 2022

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
P. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
C. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
C. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzung 2021-2022.
Dokumente des Wallonischen Parlaments, 702 (2021-2022) Nrn. 1 bis 8.
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 18. Mai 2022.
Diskussion
Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/204099]

18 MEI 2022. — Decreet betreffende de uitbreiding van de actieve openbaarheid in de plaatselijke besturen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel L1122-10, § 2, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "elektronisch of, in voorkomend geval, materieel" ingevoegd tussen het woord "een" en het woord "afschrift";

2° er wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Er wordt materieel inzage in de afschriften bedoeld in het eerste lid verleend op de zetel van de gemeente als het elektronisch overmaken technisch onmogelijk is."

Art. 2. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3221-4 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3221-4. Elke gemeente en elke provincie beschikt over een website."

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3221-5 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3221-5. De ontwerpen van beraadslagingen, bedoeld in artikel L1122-24, leden 5 en 6, evenals, in voorkomend geval, de verklarende synthesesnota's bedoeld in de artikelen L1122-13, § 1, lid 2, en L1122-24, lid 3, betreffende de punten opgenomen op de agenda van de openbare vergadering van de raad worden het publiek ter kennis gebracht via bekendmaking op de website van de gemeente of op iedere website die in staat is om in de bekendmaking te voorzien uiterlijk binnen de vijf volle dagen voor de dag van de vergadering.

De beraadslagingsontwerpen bedoeld in lid 1 vermelden het opschrift "Ontwerp-beraadslaging".

De bekendmaking van de documenten bedoeld in lid 1 vermeldt het opschrift "Ontwerp-beraadslaging".

Art. 4. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3221-6 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3221-6. De ontwerpen van beraadslagingen, bedoeld in artikel L2212-11, leden 5 en 6, evenals, in voorkomend geval, de verklarende synthesesnota's bedoeld in de artikelen L2212-22, § 1, lid 4, en § 4, lid 1, betreffende de punten opgenomen op de agenda van de openbare vergadering van de raad worden het publiek ter kennis gebracht via bekendmaking op de website van de gemeente of op iedere website die in staat is om in de bekendmaking te voorzien uiterlijk binnen de vijf volle dagen voor de dag van de vergadering.

De beraadslagingsontwerpen bedoeld in lid 1 vermelden het opschrift "Ontwerp-beraadslaging".

De bekendmaking van de documenten bedoeld in lid 1 vermeldt het opschrift "Ontwerp-beraadslaging".

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3221-7 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3221-7. In de gevallen van spoedeisendheid bedoeld in de artikelen L1122-24, lid 1, en L2212-22, § 3, lid 1, en in geval van overmacht, worden de beraadslagingsontwerpen en de verklarende synthesesnota's uiterlijk bekendgemaakt binnen een termijn van één maand na de gemeenteraad of de provincieraad."

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3221-8 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3221-8. Het doeleind van de verwerking van de persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 1), van Verordening (EU) 2016/679 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) bestaat erin, de controle van het publiek op de besluitvorming van gemeente- en provincieraaden mogelijk te maken.

De persoonsgegevens bekendgemaakt in het kader van de artikelen L3221-5, L3221-6 en L3221-7 zijn :

- a) de namen van de mandataris, niet-verkozen personen en kandidaten voor deze functies;
- b) elk persoonsgegeven betreffende iedere andere betrokken natuurlijk persoon.

Elk persoonsgegeven bedoeld in lid 2, b), wordt in gepseudonimiseerde vorm bekendgemaakt in de zin van artikel 4, 5), van de Verordening bedoeld in lid 1.

De verwerkingsverantwoordelijke die de publicatie van de persoonsgegevens en de pseudonimisering ervan verricht is het betrokken gemeente- of provinciebestuur."

Art. 7. De toepassing van de artikelen 1, 3, 4 en 5 wordt beoordeeld in het verslag bedoeld bij artikel L3117-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie.

Art. 8. Dit decreet treedt in werking:

1° 1 september 2022 voor de gemeenten van 50 000 inwoners en meer en voor de provincies;

2° 1 april 2023 voor de gemeenten van tussen 12 000 en 49 999 inwoners;

3° 1 oktober 2023 voor de gemeenten van minder dan 12 000 inwoners.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 mei 2022.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

P. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

C. MORREALE

Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,

C. COLLIGNON

De Minister van Financiën, Begroting, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waals Parlement, 702 (2021-2022) Nrs. 1 à 8.

Volledig verslag, openbare zitting van 18 mei 2022.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/204109]

17 JUIN 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant l'entrée en vigueur de l'article 122 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols et modifiant l'annexe 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, les articles 18 et 127, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

Vu le rapport du 20 avril 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 mai 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 mai 2022;

Vu l'avis 71.597/4 du Conseil d'État, donné le 2 juin 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'entrée en vigueur du Fonds Gasoil (aussi dénommé « Fonds PROMAZ ») provoque un afflux de dossiers;